



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 18

Loi n° 1 sur les crédits, 1988-1989

Présentation

Présenté par
M. Gérard D. Levesque
Ministre des Finances

Éditeur officiel du Québec
1988

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme de 6 217 967 741,67 \$ représentant un peu plus du quart de la totalité des crédits apparaissant au budget des dépenses du Québec pour l'année financière 1988-1989.

Projet de loi 18

Loi n° 1 sur les crédits, 1988-1989

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximum de 6 217 967 741,67 \$ pour le paiement d'une partie du budget des dépenses du Québec présenté à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1988-1989, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu.

Cette somme se partage ainsi:

1° 5 839 701 800,00 \$ représentant 1/4 des crédits à voter pour chacun des programmes apparaissant au budget des dépenses du gouvernement pour cette année financière;

2° 68 103 350,00 \$ représentant 1/4 additionnel des crédits à voter pour le programme 3 « Évaluation foncière » du ministère des Affaires municipales;

3° 2 985 783,33 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 5 « Relations avec les municipalités » du ministère des Affaires municipales;

4° 22 669 250,00 \$ représentant 1/4 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 « Financement agricole » du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

5° 37 482 633,33 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 3 « Enseignement privé » du ministère de l'Éducation;

6° 665 066,67 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 4 « Financement forestier » du ministère de l'Énergie et des Ressources;

7° 3 799 866,67 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 « Gestion de la trésorerie et de la dette publique » du ministère des Finances;

8° 4 962 675,00 \$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 1 « Développement du loisir, des sports et du plein air » du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;

9° 154 021 415,67 \$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 6 « Prestations d'aide sociale » du ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu;

10° 83 575 900,00 \$ représentant 1/4 additionnel des crédits à voter pour le programme 6 « Transport scolaire » du ministère des Transports.

Entrée en
vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.